



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 06/2021 – 7

OBJET : RESSOURCES HUMAINES

Portant création d'un emploi non permanent pour mener à bien un projet ou une opération identifiée (en application de l'article 3.II de la loi n°84-53 du 26/01/1984) - Conseiller numérique

L'An deux mille vingt et un et quinze du mois de juin (**15.06.2021**) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 09 juin 2021, s'est rassemblé à la salle Jules Fromage de Saint Nicolas de la Grave, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. BRIOIS Dominique, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. LOPEZ Romain, 2^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 3^{ème} Vice-Présidente
M. GARGUY Bernard, 4^{ème} Vice-Président
Mme FEAU Annie, 5^{ème} Vice-Présidente
M. BOUCHÉ Bernard, 6^{ème} Vice-Président
M. SAMAIN Hugues, 7^{ème} Vice-Président
M. LAFONT Hubert, 8^{ème} Vice-Président
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9^{ème} Vice-Présidente
M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué
M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué

M. CRUBILÉ Jean-Luc - Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric (à partir de la délibération n°2) - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°9) - M. FERVALL Jean-Philippe - Mme BETIN Nadia - Mme PAYSSOT Céline - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - Mme DELZERS Monique - M. BOUTINES Gilbert - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - M. COULOM Michel - M. FEGNE Jean - Mr POUGNAND Jérôme - M. PUCHOUAU Pierre - Mme GAYET Stéphanie (à partir de la délibération n°2) - Mme LOPEZ Sophie - M. LOURMEDE Guy - Mme SCHATTEL Danièle - M. ACHCHTOUI Soufiane (à partir de la délibération n°3) - M. SÉGARD Georges - Mme HEMMAMI Estelle - Mme CAVALIÉ Marie - Mme BADENS Véronique - M. FOURNIÉ Philippe - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - M. USSEGLIO Philippe - Mme MOREL Michelle

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. DELLAC Patrick, conseiller délégué
M. DUPUY Guy
Mme CARDONA Muriel (jusqu'à la délibération n°8)
M. DURRENS Serge
M. REMIA Alex
M. EIDESHEIM David
M. BON Philippe
M. BENECH Eric
Mme CAVERZAN Martine
Mme DELCHER Any (à partir de la délibération n°2)
Mme M'BAMBI MATA LA Claudine
M. THIERS Jean-Christophe
Mme ESQUIEU Pierrette
M. BOUSQUET Franck

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme TRESSSENS Christiane
M. PAILLAS Alain
Mme LAFFINEUR Nicole

a donné procuration à Thierry JAMAIN
est représenté par Jean-Paul FEGNE
a donné procuration à Eric KOZLOWSKI
a donné procuration à Marie-Christine PECCOLO
a donné procuration à Nadia BETIN
a donné procuration à Michel PONS
a donné procuration à André ANGLES
a donné procuration à Marie-Thérèse VISSIERES-DELVOLVE
a donné procuration à Dominique BRIOIS
a donné procuration à Stéphanie GAYET
a donné procuration à Jérôme POUGNAND
a donné procuration à Romain LOPEZ
a donné procuration à Danièle SCHATTEL
a donné procuration à Estelle HEMMAMI

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Philippe USSEGLIO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

Vu l'avis favorable du Comité technique en date du 28 mai 2021 ;

Vu l'avis de la conférences des maires du 8 juin 2021 ;

Considérant qu'aux termes l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois nécessaires au fonctionnement des services sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Considérant que l'article 3.II de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 autorise désormais le recrutement d'agent contractuel pour un contrat à durée déterminée afin de mener à bien un projet ou une opération, identifié(e) ;

Considérant que le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale de six ans, et est renouvelable par décision expresse sous réserve de ne pas excéder une durée totale de six ans. Le contrat a vocation à prendre fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu mais il peut également être rompu par décision de l'employeur, après l'expiration d'un délai d'un an, lorsque le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser ;

Afin de répondre aux besoins de notre Communauté de communes, la création d'un emploi non permanent sur cette base, permet donc d'envisager le recrutement d'un contractuel sur le poste de Conseiller numérique pour mener à bien le projet d'accompagnement de tous les publics du territoire Terres des Confluences vers leur autonomie numérique, en faisant découvrir les technologies, services et médias numériques, leurs outils et usages au quotidien ;

La création à compter du 1^{er} juillet 2021 d'un emploi non permanent dans les grades des adjoints d'animation territoriaux ou des adjoints administratifs territoriaux relevant de la catégorie hiérarchique C, à temps complet pour mener à bien le projet suivant :

En fonction des besoins identifiés, le conseiller numérique pourra mener les actions suivantes :

- animer des ateliers numériques pour apprendre à utiliser les outils numériques (ordinateurs, tablettes, smartphones), savoir naviguer sur internet, utiliser une messagerie, créer et gérer des contenus numériques, apprendre les bases du traitement de texte, de l'utilisation d'un tableur, découvrir et utiliser les réseaux sociaux, sécuriser ses connexions, vérifier ses sources ;

- accompagner les usagers de manière personnalisée dans leurs démarches administratives numériques pour rechercher un emploi, accompagner la scolarité des enfants, déposer des annonces, créer et utiliser des espaces personnels pour les grands services publics, maîtriser sa consommation énergétique, consulter un médecin à distance ;

- tenir des permanences et interventions décentralisées dans les mairies volontaires du territoire intercommunal afin d'être au plus près des usagers pour accomplir ses missions et communiquer sur son rôle et les autres missions de France Services ;

Les actions proposées seront élaborées en prenant en compte celles proposées par les autres acteurs de la médiation numérique du territoire, et en favorisant si possible diverses collaborations ;

Cet emploi non permanent sera occupé par un agent contractuel recruté pour une durée déterminée de 2 ans à compter de la date de la signature du contrat de projet ;

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement, en tenant compte des fonctions occupées, de la qualification requise pour leur exercice, de la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience ;

L'agent assurera les fonctions de Conseiller numérique à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35h00 et pourra intervenir auprès des collectivités du territoire qui se seront portées volontaires ;

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire :

- **charge** le Président de procéder à toutes les démarches nécessaires ;
- **adopte** la proposition du Président ;
- **modifie** le tableau des effectifs ;
- **dit que** les crédits correspondants sont inscrits au budget 2021 ;
- **dit que** les dispositions de la présente délibération prennent effet à compter du 1^{er} juillet 2021 ;
- **informe** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et, le cas échéant, de sa réception par le représentant de l'État.

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

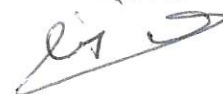
Transmission en Sous-Prefecture le : 18/06/2021

Publication le : 18/06/2021

Notification le :

LE PRESIDENT,

D. BRIOIS




Membres en exercice : 62

Présents : 46

Votants : 59

Adopté à l'unanimité des votants